

Membres présents :

- FEDEAU – ÉLISABETH DRUEL
- PROVEG – LOÏCK LABAT
- SIPES – NOUHA HAJ AYED
- FDSS – BRIGITTE GRISAR
- BIOWALLONIE – STÉPHANIE GOFFIN
- RDC – SEBASTIEN KENNES
- DDH – JEREMY PAILLET
- AIA – JULIETTE PAGNON
- COMEOS – IMKE VAN DEN BROECK
- GASAP – TIMOTHÉE COLLIN
- CULTURES & SANTÉ – MAITÉ CUVELIER

Invitée externe

- BRULOCALIS - ELODIE D'HALLUWEYN

Coordination :

- BE - JOELLE VAN BAMBEKE

Observateurs :

- BEE - MARIE DETIENNE
- BE - SANDRINE VOKAER

Animation & secrétariat :

- MÖBIUS – COLINE QUESTIAUX & THOMAS DE ROMAGNOLI

Invités et absents :

- FED HORECA (*EXCUSÉ*)
- ASSOCIATION BELGE DES CONSOMMATEURS (BV OECO - AB REOC) (*EXCUSÉ*)
- FEVIA (*EXCUSÉ*)
- RABAD (*EXCUSÉ*)
- SAW-B (*EXCUSÉ*)
- COLLÈGE INTERMUTUALISTE
- UCM
- IEB
- FBPS

Ordre du jour :

1. Introduction
2. Programme de travail 2025 (*provisoire, non-validé*)
3. Gouvernance
4. Discussion sur la proposition de méthodologie d'évaluation à mi-parcours
5. Tour de table des actualités pertinentes des membres et divers
6. Q&A

1. Discussion sur le programme de travail

BE et BEE présentent le **programme de travail** de la stratégie **pour 2025**. Ce programme de travail est proposé par les administrations, **non validé** par un ministre/gouvernement, mais intègre déjà des réductions budgétaires.

Pour la liste complète des points présentés, voir le support de présentation.

La présentation du programme suscite les questions et **réactions suivantes des membres** :

Axe 1

DDH demande si le futur **facilitateur Good Food** travaillera encore sur le volet de **production citoyenne**. BE indique qu'il y contribuera de manière indirecte, notamment via la mise à disposition de parcelles pour les citoyens.

DDH interroge aussi le lancement d'un **AAP Good Food Pro** cette année. BEE estime que cela va devenir très compliqué de l'organiser en 2025 au vu de l'absence de nouveau gouvernement et du temps nécessaire à la mise en place d'un AAP.

Axe 2

Notes :

GASAP constate une volonté d'intégrer plus de Good Food dans l'Horeca et voudrait savoir si une attention est portée à la **provenance bruxelloise de la production**. BE rappelle les 5 critères pris en compte pour Good Food : le caractère local (= belge), de saison, bio (ou à défaut, des modes d'agriculture plus respectueux), une transition vers des protéines végétales et moins de gaspillage alimentaire. Comme la production bruxelloise n'est pas suffisante pour couvrir la demande bruxelloise, la collaboration avec les autres régions est indispensable.

Axe 5

Notes :

Comeos manifeste son intérêt d'être impliqué au sein du **GT sur le gaspillage alimentaire** pour faire le lien avec les initiatives des gouvernements wallons et flamands pour le secteur de la grande distribution. BE a déjà organisé une réunion avec principalement des acteurs autour du gaspi par les écoles, ménages et professionnels.

Action à prendre:

- ✓ BE tient Comeos au courant (au retour de congé de Kim, responsable du GT)

Transversal

La FedeAU s'interroge sur ce que le budget de 415.000 euro de BEE couvre exactement. BEE confirme que ce budget couvre toutes les activités de type accompagnement, marché public, AAP,... mais pas les RH.

En résumé : Les membres échangent avec BE et BEE sur le **programme de travail non-validé pour 2025**. Dans l'ensemble, la mise en œuvre de la stratégie Good Food est **ralentie** vu le fonctionnement en affaires courantes.

2. Actualités de la gouvernance

Le secrétariat résume les actualités des organes de gouvernance de la stratégie.

Comité de Coordination

Le Comité de Coordination s'est réuni début février pour donner son retour sur la méthodologie proposée pour l'évaluation à mi-parcours.

Groupes de travail

Le secrétariat dresse l'état d'avancement des groupes de travail, résumé comme suit :

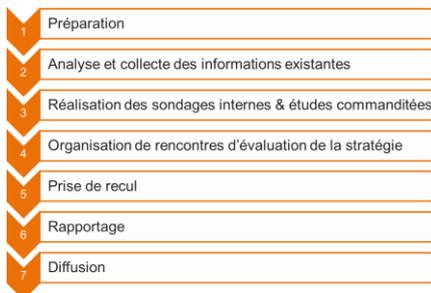
Cloturés	En cours	En préparation/réflexion
Déchets organiques (23-24)	Grande distribution (24-25)	Outils-accessibilité
Fruitiers (24)	Gaspillage alimentaire (25)	Formation Horeca
	Alternative aux protéines animales (25)	

Réseau échange

Le dernier événement organisé pour créer du lien au sein de la communauté GF, à savoir le webinaire-débat sur la réglementation du marketing alimentaire, a attiré une cinquantaine d'intéressés.

3. Évaluation à mi-parcours

La stratégie Good Food 2 prévoit un **processus d'évaluation à mi-parcours** en 2025 (pour des résultats intermédiaires en 2025 et finaux mi-2026). L'objectif de cette évaluation à mi-parcours est double : **rendre compte** sur la situation actuelle et son évolution depuis le lancement en 2022 et aider à la décision pour **(ré-)orienter la suite de la stratégie** qui se poursuivra jusqu'en 2030. Les résultats s'adressent ainsi en priorité à la hiérarchie de BE & BEE et au (prochain) gouvernement.



L'équipe projet (qui se compose de BE & BEE), supportée par Möbius, a tout d'abord défini le **périmètre** de l'évaluation à mi-parcours qui tient compte des différentes contraintes de planning et de ressources. Des **propositions méthodologiques** (ex : un modèle logique, des questions de recherche,...) ont fait l'objet de co-construction et d'itération avec l'équipe projet et soumis au feedback du Comité de Coordination. Un **planning** en 7 phases, avec des actions concrètes pour chacune des phases est détaillé.

Une attention particulière a été accordée à l'**implication des parties prenantes** au bon moment dans un plan d'implication. Il est important de noter que la méthodologie a été réfléchi de manière **pragmatique** pour limiter les efforts, et les ressources (humaines et financières).

Pour plus de détails, voir le support de présentation.

Questions

La méthodologie suscite les questions suivantes des membres :

- RDC demande comment l'**analyse de l'évolution du contexte** sera menée. Plusieurs options sont envisagées : une préanalyse sur base documentaire, une implication du Conseil Participatif et/ou un atelier plus large avec les professionnels de la GF présents lors de l'événement annuel (en mai).
- RDC questionne également les moyens utilisés pour évaluer la demande en GF. BE répond qu'un **sondage grand public** est prévu (comme suite du sondage *baseline* réalisé en 2023) pour comparer l'évolution des perceptions du grand public.

- GASAP soulève la question de la collecte des indicateurs/données non-disponibles. S'il manque certaines informations, la méthodologie prévoit des méthodes de collecte complémentaires (via des bilatérales, des ateliers,...). Le lancement d'éventuelles **études externes** sera limité au calcul des indicateurs d'impact. BE dispose d'un budget limité pour l'évaluation et n'a pas encore fait l'exercice de budgétiser les coûts des études envisagées.
- ProVeg demande si cela aurait du sens de présenter la plateforme de monitoring **iipulse** aux membres du Conseil. BE le redirige vers le manuel d'utilisateur car l'utilisation de la plateforme est relativement intuitive pour les membres qui y ont accès en mode lecture.

Points forts

Les membres soulignent le fait que la méthodologie leur paraît **complète**, fondée sur des indicateurs, **réfléchie** pour répondre aux besoins, et **participative** avec des espaces de discussion possibles.

Points d'attention

Les membres soulèvent plusieurs préoccupations principales sur l'implication des parties prenantes. D'abord, il semble compliqué de **mobiliser** certains acteurs de terrain pour contribuer à la récolte/analyse de données alors que leurs **moyens/ressources** sont **en diminution**. Les membres associatifs du Conseil font part d'une vive tension dans le contexte budgétaire et l'incertitude politique actuelle. Ils consacrent actuellement la majorité de leur temps à la recherche de financements supplémentaires pour assurer la survie de leur organisation. Les associations s'inquiètent notamment du risque de perte d'expertise liée à la perte éventuelle de personnel dans les mois à venir sans financement stable. Leur contribution à l'évaluation doit donc être pensée pour ne pas être trop lourde/longue.

Ensuite, RDC propose d'intégrer les **acteurs relais** d'une manière ou d'une autre à l'évaluation (ex : acteurs relais social/santé formés).

Enfin, les membres ont besoin de plus de clarté sur les **modalités d'implication pour le Conseil Participatif**, avec un calendrier clair qui leur permet d'anticiper les demandes. Différents types de contributions volontaires sont envisagés :

- Partage de données/études existantes
- Participation à des bilatérales (spécifiques à l'expertise/mission de chaque acteur)
- Préparation collaborative d'input en préparation des réflexions organisées en séance du Conseil (ex : consulter sa base pour pré-identifier des évolutions de contexte à discuter ensuite en réunion du Conseil)
- Participation aux réflexions organisées en séance du Conseil (avec questions envoyées à l'avance)
- ...

Le secrétariat contacte les membres avec une « fiche de contributions possibles » et **les membres communiquent les volets sur lesquels ils souhaitent/peuvent s'impliquer (étant donné leurs contraintes)**.

Les membres marquent leur **accord avec la méthodologie proposée**, moyennant la prise en compte des points d'attention et la clarification de l'implication des acteurs comme repris ci-dessus.

Action à prendre :

- ✓ Le secrétariat contacte les membres avec une « fiche de contributions possibles » et les membres communiquent les volets sur lesquels ils souhaitent/peuvent s'impliquer.
- ✓ Le secrétariat adapte la méthodologie à la marge suivant les retours du Conseil.
- ✓ Brulocalis contacte la fédération des CPAS pour organiser le *focus group* pour les pouvoirs locaux.

*En résumé : Les membres sont informés de la méthodologie envisagée pour l'évaluation à mi-parcours de la stratégie. Ils valident cette approche et soulignent quelques **points d'attention** à intégrer dans le processus.*

4. Divers

Les membres sont invités à ajouter des points à l'agenda.

Composition du Conseil Participatif

Conformément au ROI, tous les 2 ans, le Conseil peut demander à **réviser les membres** du Conseil et soumettre de nouvelles propositions de membre du Conseil tout en s'assurant qu'elles correspondent à l'équilibre établi. D'ici à la réunion de mai, les membres sont invités à réfléchir à la composition du Conseil Participatif. Par exemple, le Collège Intermutualiste avait proposé Brusano pour le siège vacant du pilier Santé. Pour l'instant, la coordination n'a reçu aucune candidature spontanée. Les propositions éventuelles des membres seront discutées en conseil et avec le nouveau ministre.

Actions à prendre :

- ✓ Les membres sont invités à réfléchir à la composition du Conseil Participatif

Aide alimentaire

La FdSS fait part de la pression sur l'aide l'alimentaire, avec une récupération croissante d'inventus par des start-ups. Les acteurs de l'aide alimentaire vont prochainement lancer une **campagne de communication** pour faire entendre leur mécontentement à ce sujet.

Événements à venir

- ❖ Le [Veggie Challenge](#) de Proveg promeut l'alimentation vegan, végétarienne et flexitarienne pendant tout le mois de mars.
- ❖ Ce lundi et mardi 3-4 mars, une [conférence internationale](#) fait le lien entre les chercheurs et l'agriculture.
- ❖ Le 8/3, diverses initiatives mettront en lumière les agricultrices.
- ❖ AIA annonce un autre événement prévu le 13/03 qui s'intéresse également à la place de femmes en agriculture.
- ❖ Un [colloque](#) sur l'agriculture urbaine est organisé le 19/3 au Parlement bruxellois par notamment la FedeAU et les GASAP.
- ❖ Le festival Nourrir Bruxelles sera réorganisé du 17 au 25 avril 2025. Les activités peuvent être enregistrées [ici](#).

Action à prendre :

- ✓ Le secrétariat envoie le PV de la réunion.

*En résumé : Les membres font le tour de leurs **actualités** diverses.*